

Les enseignants du collège Voltaire tiennent à faire connaître leur désaccord avec la validation du socle commun.

Le travail engagé au sein du collège par l'équipe pédagogique nous a permis de soulever les questions et remarques suivantes :

- Nous ne savons pas comment valider des domaines très larges et « fourre-tout », comprenant 5 ou 6 items, eux-mêmes très vagues. Comment l'équipe pédagogique doit-elle s'accorder pour cela ? Beaucoup d'items nécessitent d'ailleurs des connaissances implicites que beaucoup d'élèves n'ont jamais acquises!

- La plupart des items nous semblent impossibles à évaluer objectivement tant ils peuvent être interprétés différemment (par les professeurs, les élèves, les parents...);

- Selon nous, tous les items ne sont pas à mettre au même niveau (exemple : avoir une bonne maîtrise de son corps et dégager l'idée essentielle d'un texte lu et entendu...);

- Rendre compte des compétences réelles d'un élève avec une évaluation binaire (acquis/non acquis) nous semble impossible. Nous ne croyons pas qu'une évaluation sans note (de type acquis/non acquis) soit plus motivante et moins stressante.

- Nous ne croyons pas non plus qu'un item puisse être acquis à vie.

- Le livret des compétences n'est pas plus lisible et plus exploitable qu'un bulletin pour les familles et les élèves ;

- Nous ne savons pas à qui sert le livret personnel de compétences, quel sera son rôle dans l'orientation des élèves et qui gardera les données ;

- Nous ne voyons pas comment exploiter l'attestation de maîtrise des connaissances et compétences du socle commun pour orienter l'élève en fin de 3^{ème} ;

- Nous sommes inquiets quant aux méthodes et aux moyens (horaires, humains et financiers) de concertation et de remédiation prévus en cas d'item non acquis dans un contexte de réduction budgétaire massive ;

- Nous pensons que le socle commun terminera comme le B2I et le niveau A2 : validé systématiquement, superficiellement et arbitrairement sans l'avis des équipes pédagogiques ;

- Nous craignons que les programmes soient réduits au socle commun, entraînant un appauvrissement des savoirs de nos élèves.

- A force de multiplier les grilles locales d'évaluation (par collège) nous risquons d'accentuer les inégalités scolaires alors que le socle est censé les combattre. La mise en place locale risque de remettre en question l'égalité des droits sur le territoire national.

Après plusieurs réunions, nous avons donc décidé très majoritairement de ne pas nous engager dans le système d'évaluation et de validation du socle commun.

Les enseignants du collège Voltaire, soucieux de leur métier et de l'avenir de la jeunesse.